

**Le Ministre de l'Economie, de l'industrie et du commerce, Ahmadou Abdoulaye Diallo**

*"Nous allons faire tout notre possible pour que le niveau de décaissement des engagements soit élevé"*

**C**ette sixième table ronde des bailleurs de fonds tenue, pour la première fois, au bord du Djoliba, a été un franc succès pour le gouvernement malien, plus précisément le ministère de l'Economie, de l'industrie et du commerce, organisateur principal de la rencontre. Dans cet entretien qu'il a bien voulu nous accorder, le Ministre Ahmadou Abdoulaye Diallo n'a pas caché sa grande satisfaction quant aux niveaux d'organisation et de représentation des bailleurs de fonds, la qualité des débats et, surtout, les résultats obtenus (3 215 milliards de FCFA d'engagements sur cinq ans) largement au dessus des prévisions du gouvernement (2 070 milliards de FCFA).

**Le ministre, notre pays vient d'abriter la 6ème table ronde de ses bailleurs de fonds. Que peut-on retenir de cette rencontre ?**

**Ahmadou Abdoulaye Diallo :** La question est très vaste, mais je vais tenter de la cerner. Ce qu'il faut retenir, c'est que c'est la première fois que le Mali organise une Table ronde des bailleurs de fonds sur son sol, ici à Bamako, comme l'a dit M. le Premier ministre dans son discours d'ouverture, " *sur les rives du fleuve Djoliba* ". Les précédentes Tables rondes se sont tenues soit à Paris, soit à Genève.

Le fait que celle-ci se soit tenue ici montre la confiance que nous-même avons dans notre capacité à organiser un tel événement et les résultats attestent que nous avons eu raison de le faire.

Deuxièmement, l'organisation a été un travail collégial, non seulement au niveau du ministère de l'Economie, de l'industrie et du commerce, sous le leadership de M. le Premier ministre, Chef du gouvernement, mais également de tous les autres départements ministériels, qui ont été associés à la préparation et à l'organisation de la Table ronde. Je m'en félicite vraiment.

Troisièmement, nous avons eu un échange extrêmement important avec la communauté des bailleurs de fonds. Nous avons eu un cadre de concertation large. Nous avons bénéficié de l'assistance du PNUD, qui a une grande expertise en la matière. Il y a lieu de souligner une participation record aux travaux. Avec, souvent, un niveau de représentation très élevé.

Ainsi, le PNUD a été représenté par sa deuxième personnalité au monde, c'est-à-dire l'Administrateur Associé, qui vient en deuxième rang dans la hiérarchie de l'organisation. Le Vice-président de la Banque islamique de développement (BID) a aussi participé à la rencontre. De nombreux partenaires étaient représentés au plus haut niveau, qu'ils soient bilatéraux, ou multilatéraux.

Certains pays étaient représentés par leurs ambassadeurs résidents. Nous nous réjouissons de ces niveaux de participation fort appréciables.

Ce qu'il faut aussi retenir, c'est que nous avons partagé avec les PFT notre vision, notre politique et notre stratégie de développement. Nous avons pu faire le focus avec eux sur non seulement notre stratégie de croissance accélérée, mais aussi sur notre politique agricole. La Table ronde a permis d'avoir une convergence de vue sur toutes ces questions.

Evidemment, la question fatale, c'est la question de ressources financières. Nous leur avons montré notre besoin de financement. Et notre espérance a été plus que largement comblée. Parce que nous avons pu obtenir des engagements de l'ordre de 3 215 milliards de FCFA, nettement au dessus du financement qui nous demandons. C'est pourquoi, nous pouvons dire que cette 6ème Table ronde a été un franc succès, mais un succès partagé et collégial de tous les membres du gouvernement.

*Les annonces ont été faites, les intentions exprimées, maintenant comment va se faire la mobilisation et la coordination de ces ressources ?*

Nous sommes outillés pour cela. Nous avons une administration forte, une administration crédible, qui travaille dans ce sens. Je peux vous dire que toutes les dispositions seront prises pour la mobilisation de ces ressources. D'abord, nous allons rapidement passer les accords juridiques qui vont concrétiser ces engagements là.

Une fois cette concrétisation faite, il y aura leur validation par les structures habilitées. Ensuite, nous allons engager les processus de ratification de tous les prêts que nous allons contracter. Mais rassurez-vous, ne dites pas que nous sommes partis endetter de façon inconsidérée le pays. Il y a des critères de concessionnalité. Nous allons veiller à ce que la dette n'atteigne pas un certain seuil par rapport au PIB. Donc, rassurez-vous de ce côté.

Une fois les processus de ratification arrivés à leur terme, il y a des procédures pour faire les appels d'offres, la passation des marchés... On a tout un processus, certes long, mais il y a des gens qui sont dans l'administration et qui travaillent quotidiennement sur ces aspects techniques. Nous allons faire tout ce qui est à notre possible pour que le taux d'exécution de ces engagements soit un taux très élevé.

*Tout en reconnaissant les efforts engagés depuis la Table ronde de Genève, les bailleurs de fonds ont soulevé des inquiétudes sur la capacité de notre pays à atteindre ses objectifs du développement. Est-ce dire qu'à partir de cette rencontre, des mesures nouvelles seront envisagées pour corriger les insuffisances ou lacunes de notre gouvernance ?*

Il faut faire la part des choses. Il s'agit bien des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). Les OMD sont au nombre de huit. Sur les huit, il y a deux sur lesquels nous pensons que si nous maintenons le cap de nos actions, on peut atteindre ces objectifs à l'horizon 2015. Par contre, pour les six autres, on ne peut pas les atteindre, si nous continuons, aujourd'hui, à travailler exactement comme nous le faisons.

Raison pour laquelle, nous sommes parvenus, à faire comprendre à nos partenaires qu'il faut nécessairement un doublement de l'aide, de façon à ce qu'on puisse se donner la chance d'atteindre les six autres Objectifs du millénaire pour le développement. Là, on s'est très bien entendu, ce qui a plaidé, d'ailleurs, en faveur de ces engagements massifs.

*Les partenaires ont aussi fait cas de la poursuite des réformes en cours, notamment dans les secteurs financier, de la télécommunication et du coton et ils ont parlé de la restructuration de l'Office du Niger. Est-ce à dire que la privatisation dans ces secteurs devient une exigence dans les jours à venir ?*

Je préfère parler de la restructuration. Vous savez que tous ces secteurs dont vous parlez connaissent des difficultés. Si nous prenons les télécommunications, la Sotelma est l'opérateur historique mais elle a des difficultés maintenant.

Au niveau du gouvernement, avons-nous commis l'erreur de vendre la licence avant de restructurer comme il le fallait la Sotelma, afin qu'elle puisse tenir face à la concurrence? La concurrence entre la Sotelma et Orange est une concurrence inégale. Peut-être c'est là l'erreur de base, mais nous n'allons pas continuer à pleurer sur nos insuffisances d'antan.

Nous devons maintenant restructurer la Sotelma de telle sorte que cette compétition puisse être équilibrée. Nous y travaillons, en particulier, Mme la ministre de la Communication et des nouvelles technologies et le ministre des Finances, sous les orientations du Premier ministre. Nous y travaillons tous les jours et, au fur et au mesure que nous avancerons, nous ferons une communication sur la question.

Quant à la filière coton, tout le monde sait qu'elle traverse beaucoup de difficultés. Je pense que l'avenir de la CMDT se dessinera les jours à venir et tout le gouvernement s'attelle à cela de façon assidue.

Maintenant pour l'Office du Niger, il s'agit bien d'une restructuration et non de privatisation. Les mots ont leur pesant d'or. Il faut les utiliser avec beaucoup de précaution. On parle de privatisation quand dans le capital d'une société, des intérêts privés entrent. Pour le moment, nous n'en sommes pas là. Il s'agit d'une restructuration.

*Au cours de la Table ronde, il a été aussi question du renforcement de la gouvernance, à travers l'assainissement de la gestion des finances publiques et la lutte contre la corruption. Est-ce que des actions immédiates sont prévues dans ces deux cas ?*

Cette question a deux volets. Par rapport au premier volet, qui porte sur les finances publiques, nous devons éviter la création des budgets parallèles de façon à ce qu'il y a une unicité de caisse au niveau du Trésor public. Chaque fois qu'il y a un projet, qu'on pense plutôt à la création de fonds d'affectation spéciale pour éviter cette dispersion des efforts au plan financier.

C'est un sujet très important sur lequel la réflexion a été menée. D'ailleurs, M. le Premier ministre, au cours de la Table ronde, a pris l'exemple du ministère de l'Agriculture pour dire qu'il y a une multiplicité de projets qui ont parfois une autonomie de gestion financière.

Tout cela, il faut à mon avis le corriger. Et, d'une façon générale, nos finances publiques se portent très bien. On peut le dire, parce que nous sommes avec le Fonds monétaire international. Tout récemment, notre dossier a été examiné et de façon très favorable par le Conseil d'administration du FMI. Nos finances publiques se portent très bien, mais c'est une œuvre humaine qu'il faut parfaire tous les jours. On ne peut pas dire voilà, c'est bon, il faut le laisser. C'est un travail de tous les jours.

Quant au volet lutte contre la corruption de votre question, cela est un mal qui gangrène notre société. Il faut que toute notre société, dans toutes ces composantes, se réveille contre ce mal. Il y aura les Etats généraux sur la corruption. j'espère qu'ils auront un cadre de dialogue franc entre toutes les couches de notre société et qu'ils font eu le courage de dégager des pistes qui vont extirper ce fléau de notre administration.

En tout, la lutte contre la corruption est une volonté affichée du président de la République. Je fonde beaucoup d'espoir sur ces Etats généraux sur le fait qu'il y aura un dialogue sincère afin d'aboutir à un plan d'action. Mais, il faut dire que la corruption est un problème mondial. Elle n'est pas particulière au Mali. On peut même dire, comparaison n'est pas raison, que le phénomène est moins développé au

Mali qu'ailleurs. Mais balayons d'abord devant notre porte.

*Votre mot de la fin ?*

Je me félicite que, pour la première fois, on organise une Table ronde dans notre propre pays. Je me félicite de ce que, les partenaires techniques et financiers sont venus en masse. Je me félicite qu'ils ont fait des annonces importantes. Je me félicite aussi du cadre de dialogue que nous avons pu mettre en place. Cette table ronde sera une expertise de plus pour notre administration dans l'organisation d'une telle rencontre d'envergure.

**Entretien réalisé par Youssouf CAMARA et publié dans la page 6 du quotidien L'Indépendant du 16 juin 2008.**